Conflit USA-UE en vue : et si on dissolvait l’ OTAN ?

Le commodore de la Royal Navy Steve Jermy a commandé des navires de guerre au sein du 5e escadron de destroyers et de la Fleet Air Arm britannique. Il a servi pendant la guerre des Malouines ainsi que dans l’Adriatique lors des campagnes de Bosnie et du Kosovo. Il a ensuite pris sa retraite après une mission opérationnelle, en 2007, en tant que directeur de la stratégie à l’ambassade britannique en Afghanistan. Il est l’auteur du livre : « Strategy for Action: Using Force Wisely in the 21st Century ». https://www.amazon.co.uk/Strategy-Action-Using-Wisely-Century/dp/1908134003 Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints une fois de plus par le commodore de la Royal Navy Steven Jermy, qui a commandé quatre navires de guerre au sein du 5e escadron de destroyers et de la Fleet Air Arm britannique. Il a servi pendant la guerre des Malouines ainsi que dans la mer Adriatique lors des campagnes de Bosnie et du Kosovo. Il a ensuite pris sa retraite en 2007 en tant que directeur de la stratégie à l’ambassade britannique en Afghanistan. Il est également l’auteur du livre « Strategy for Action: Using Force Wisely in the 21st Century ». Je veillerai à laisser un lien dans la description vers son livre et son article. Vous avez aussi, bien sûr, une expérience dans la planification des politiques et l’élaboration de stratégies.

Je suis très heureux que vous soyez ici aujourd’hui, car je voulais vous interroger sur ce qui préoccupe tout le monde — cette nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Elle semble constituer un renversement complet de la stratégie d’après-guerre froide fondée sur la primauté mondiale en coopération avec l’Europe. Cela est, bien sûr, très mal perçu par les Européens, pour ne pas dire plus. Il semble y avoir une certaine indignation en Europe, et ils réagissent déjà vivement ou cherchent à riposter. Je me demandais si vous pouviez exposer vos idées sur cette stratégie de sécurité ainsi que sur la perspective européenne — comment cela affecte l’Europe.

#Steven Jermy

Oui, je pensais que ce serait une très bonne occasion, alors merci pour cela, Glenn. Vous êtes un spécialiste des relations internationales. J'ai eu de la chance : la Marine m'a envoyé passer un an à Cambridge, où j'ai préparé un M.Phil. en relations internationales. Mais je ne serais certainement pas au même niveau de lecture que vous, j'en suis sûr.

#Glenn

Tu n'as ordonné aux navires de guerre de bouger que pour me pousser à adopter une politique. Mais oui, voilà.

#Steven Jermy

Oui, donc j'étais au ministère de la Défense, Glenn, et c'était justement au moment des attentats du 11 septembre. J'étais directeur adjoint du département. Ce que nous avons fait immédiatement après, c'est réécrire la politique de défense britannique, et cela impliquait deux choses essentielles : réécrire la structure générale de la politique, mais aussi réviser ce que nous appelions les hypothèses de planification de la défense — c'est-à-dire la manière dont on restructure les forces armées. J'ai pensé qu'il serait intéressant d'avoir une petite discussion sur la façon dont cette restructuration pourrait se faire. J'ai aussi eu la chance de partir dans des endroits comme l'Afghanistan et de voir concrètement la politique en action.

Ce que cela m'a apporté, c'est sans doute une perspective assez inhabituelle sur la manière dont les politiques sont élaborées. En regardant le document, je pense qu'il est bien plus important que la plupart des commentateurs européens ne le réalisent, car la plupart du temps, ils ne font qu' exprimer leur indignation. Ce qu'ils ne font pas, c'est examiner les subtilités plus intéressantes du texte. Si je devais deviner qui en sont les principaux architectes, je dirais que, du côté européen et du reste du monde, il s'agissait probablement de Vance et Gabbard, et du côté américain, sans doute de Rubio et Hegseth, avec Trump qui l'a approuvé.

Parce que je vois ce que j'appellerais une approche néoconservatrice plus classique dans les Amériques, et une approche plus réaliste, je pense, dans le reste du monde — en particulier en Europe. Mais je ferais aussi une distinction entre la politique, la stratégie et la planification. Le document affirme que la stratégie est un plan. Ce n'est pas exact ; sinon, la stratégie ne serait qu'un plan. La différence, comme je l'ai expliqué, est que la politique donne une vision d'ensemble de ce qu'un pays veut faire et de ce qu'il est prêt à investir. La stratégie, ensuite, prend cette politique et cherche à la transformer en action — elle le fait en répondant à la question du « comment ».

Alors, comment allons-nous investir et mettre en œuvre cette politique ? Ensuite, la planification transforme la stratégie en action. C'est ainsi que je le conçois, et c'est ainsi que j'aborderai ces trois points. Mais je pense que la première chose, c'est le contexte stratégique qui est défini, car les Européens se sont concentrés de manière trop étroite sur leur propre domaine sans considérer plus

largement le contexte global dont parle le document. À mon avis, ce que fait le document, c'est reconnaître que nous sommes passés d'un monde unipolaire non pas à un monde multipolaire, mais à un monde tripolaire. Et je pense que ce monde tripolaire ressemble un peu à un triangle isocèle, avec les États-Unis d'un côté et la Chine et la Russie beaucoup plus étroitement alignées de l'autre.

Et je pense que cela reconnaît aussi, de manière tacite, qu'à la suite de la désindustrialisation de l'Amérique, ils sont désormais beaucoup moins puissants sur le plan militaire qu'ils ne l'étaient autrefois. Je suis sûr que c'est le Pentagone qui commence à faire remonter cette information en disant : « Regardez, nous ne pouvons pas livrer autant d'obus de 155 millimètres que nous le souhaiterions. Nous ne pourrons probablement pas mener une longue campagne dans le Pacifique occidental contre la Chine. » Donc je pense qu'il y a là une certaine dose de réalisme. Mais je pense aussi qu'un autre point utile, en termes de contexte stratégique, est que, même s'ils ne disent pas explicitement que la priorité régionale est hiérarchisée, je pense que c'est probablement le cas. Ainsi, le numéro un, c'est les États-Unis.

Et qui peut s'en étonner ? En deuxième position, cependant, viennent les Amériques, et c'est là que les États-Unis commencent à percevoir leurs intérêts nationaux vitaux. En troisième position, l'Europe, même si je pense qu'il vaudrait la peine d'en parler plus en détail. En quatrième, le Moyen-Orient. Je suis surpris de cet ordre, mais je le comprends. En cinquième, l'Afrique. Mais je pense que ce que nous voyons ici, c'est un ensemble de priorités très différent de celui des Américains. Et l'un des principes qui m'a marqué, c'est que le non-interventionnisme est l'approche générale. Vous savez bien mieux que moi que l'Amérique a en quelque sorte oscillé entre interventionnisme et isolationnisme.

Et je pense que ce que nous voyons ici, c'est un mouvement en Amérique — non pas directement vers l'isolationnisme, mais vers une forme d'intervention beaucoup plus nuancée. Une intervention dans laquelle ils estiment avoir une chance de réussir, ou qui, selon eux, est susceptible d'avoir un impact sur leurs intérêts vitaux en matière de sécurité nationale. Et cela ne semble pas inclure l'Europe ni la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Je pense donc que le contexte est vraiment important. À moins de comprendre qu'il s'agit d'Américains définissant leurs intérêts nationaux vitaux, on risque de faire des choses — comme le font les Européens — qui vont en réalité à 180 % à l'encontre des intérêts nationaux américains, sans même s'en rendre compte. Cela signifie donc être un bon allié. Mais devrais-je m'arrêter là et te laisser répondre ?

#Glenn

Eh bien, je pense qu'une erreur que les Européens commettent est peut-être la même que celle qu'ils ont faite avec la première administration Trump. Ils se sont simplement dit : « Eh bien, c'est juste un original. Attendons qu'il parte, puis nous reviendrons à la normale », ce qui, apparemment, a ensuite été Biden. Mais je pense que Trump représente un changement beaucoup plus large et plus fondamental aux États-Unis. Encore une fois, nous avons toujours tendance à évaluer les intentions plutôt que les capacités — ce que les États-Unis peuvent réellement faire. Je veux dire, je pense que

la capacité définit l'intention. Ainsi, ce qui a vraiment défini les États-Unis, comme vous l'avez dit, après la guerre froide, c'est cette paix hégémonique intégrée dans les anciennes stratégies de sécurité, comme en 2002, lorsqu'ils ont affirmé que la sécurité américaine dépendait du maintien de son statut hégémonique.

Autrement dit, si vous pouvez dominer le monde, il n'y aura pas de rivalité entre grandes puissances, et cela maintiendra essentiellement la stabilité du système international. Maintenant, quoi qu'on en dise — que l'on soit pour ou contre —, le fait est que cette époque est révolue. Il y a une nouvelle répartition du pouvoir, et on ne peut pas simplement continuer à faire comme si ce n'était pas le cas. Et je pense que cela change tout. Parce qu'autrefois, si vous étiez libéral en Amérique, vous disiez : « Eh bien, tant que nous dominons, nous pouvons promouvoir les droits de l'homme et faire progresser la démocratie. » Ils y étaient favorables.

Et bien sûr, il y avait ensuite les néoconservateurs, qui étaient davantage portés sur la domination. Ils avaient compris le principe. C'était donc une sorte de mariage presque impie qui disait : « Oui, allons-y. » Et, vous savez, on peut en faire des arguments pour et contre. Mais je pense que mon point est que la conséquence pour les États-Unis, à long terme, serait prévisiblement qu'ils s'épuisent économiquement, militairement et politiquement. Et, bien sûr, cela encouragerait aussi cet équilibre collectif. Je pense donc qu'aujourd'hui, de plus en plus aux États-Unis, on considère l'hégémonie comme un fardeau — quelque chose qui épuise la République américaine et l'empêche de rivaliser avec la Chine.

Et donc, ce n'est pas durable. Si l'on regarde où ils en sont aujourd'hui par rapport aux années 1990 — avec 38 000 milliards de dollars de dette et tous ces problèmes qui s'accumulent — ce n'est pas soutenable. Il y a donc un argument très rationnel pour expliquer pourquoi ils voudraient changer de cap. Maintenant, évidemment, Trump ne va pas définir l'Amérique pour les prochaines décennies, mais c'est une figure de transition. Je pense que les Européens se bercent d'illusions en croyant qu'il ne s'agit que d'un choix politique, d'une idéologie étrange — des radicaux MAGA ou quelque chose du genre. Je pense que c'est une erreur. Mais bien sûr, vous êtes là, en train de faire la planification politique avec vos collègues européens, en commettant ces erreurs ?

#Steven Jermy

Oui, je pense que leur attention est complètement à côté de la plaque — ou du moins, d'après ce que je peux voir dans les grands médias européens et chez les principaux faiseurs d'opinion. Ils commettent plusieurs erreurs, mais l'une des plus importantes est sans doute de ne pas être en mesure, ou même de ne pas chercher, à analyser l'équilibre des forces. J'ai écrit un article à ce sujet — je crois qu'il a été publié dans « The New European » ou quelque chose de ce genre ; je vous en informerai pour ceux qui souhaiteraient le lire. J'y expliquais que l'équilibre des forces penche très largement en faveur de la Russie. Mais l'objectif de l'article était de se concentrer précisément sur les principaux facteurs qui déterminent cet équilibre des forces.

Dans cet article, j'ai écrit sur deux choses : l'énergie et l'industrie — et sur la façon dont ces deux éléments réunis permettent à une nation d'être puissante. Cela a été mentionné explicitement par l'amiral Yamamoto avant le début de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il a dit — enfin, je ne me souviendrai pas exactement de la citation — que quiconque a vu les champs pétrolifères du Texas et les usines de l'Ohio saurait que nous ne pourrions jamais gagner une guerre de longue durée contre l'Amérique. L'article portait sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine, mais je pense que cela reste tout aussi vrai lorsque nous parlons de l'équilibre des puissances entre l'Amérique, la Chine et la Russie.

Et je pense que, lorsqu'on l'examine sous cet angle, on commence à voir que l'Amérique n'est plus en position de dominer. Je crois que les facteurs clés sont, comme vous le dites, qu'ils ont dépensé d'énormes sommes d'argent — tout comme le reste de l'Occident — dans des interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, et maintenant dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, pour très peu de bénéfices évidents. Mais il s'est aussi passé autre chose : la désindustrialisation. J'attribue cela à l'école de Chicago des économistes, qui laissent tout au marché. Et ce qui se produit alors, c'est que le marché déplace les entreprises et les industries à l'étranger, en particulier vers la Chine, où les coûts sont moindres.

Et à la suite de cela, nous nous trouvons maintenant, après vingt ans de désindustrialisation, dans une situation où l'Amérique est arrivée à un point tel que, même si elle voulait assumer un rôle hégémonique, elle n'en a plus le pouvoir. L'argent joue bien sûr un rôle dans tout cela. Mais je pense que c'est à la fois une question d'argent et le fait que l'Amérique est désormais désindustrialisée — pas complètement, certes. Elle reste bien plus industrialisée que certaines autres régions. Cependant, nous savons que la Russie a, dans cette guerre, surpassé en capacité industrielle l'ensemble de l'Europe et des États-Unis réunis, et qu'elle continue à le faire. Je pense donc qu'il y a dans le document une reconnaissance tacite du fait que l'hégémonie n'est plus possible, même s'ils la souhaitaient. Pour ma part, je pense que ce ne serait pas une bonne idée non plus. Il y a donc une reconnaissance implicite que nous vivons désormais dans une sorte de monde à trois pôles.

En ce qui concerne les Européens, je ne vois tout simplement aucun signe qu'ils aient encore compris cela. Et il est difficile de comprendre pourquoi, si ce n'est qu'ils semblent s'être complètement laissés séduire par un récit politique. J'ai dit il y a de nombreux mois — je crois que c'était il y a environ un an et demi, dans un podcast avec Danny Davis — que les opérations européennes et de l'OTAN dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine sont guidées par un récit politique, tandis que les Russes sont guidés par une stratégie militaire. Et, sans surprise, c'est la stratégie militaire qui l'emporte. C'est une stratégie militaire solide, pour laquelle j'ai le plus grand respect, car elle est victorieuse. Mais malheureusement, nous semblons assister à ce que je ne peux que qualifier de pensée sectaire parmi les élites européennes.

Et ce ne sont pas seulement les politiciens. Je l'ai vu chez des officiers militaires, je l'ai vu chez des agents du renseignement, et c'est presque comme s'ils étaient capturés par la secte. Le problème avec les sectes — ou avec la pensée sectaire — c'est que lorsqu'un événement contredit le récit, on essaie de le rationaliser d'une manière qui le rende cohérent avec ce récit, au lieu d'y voir une

occasion de dire : « Peut-être que nous nous sommes trompés. » Et je ne vois encore aucun signe que l'Europe pense s'être trompée. Je crois que c'est Schopenhauer qui a dit que la vérité passe par trois étapes : d'abord, elle est ridiculisée ; ensuite, elle est violemment combattue ; et enfin, elle est considérée comme une évidence.

Et je pense qu'aujourd'hui, l'Amérique admet tacitement la vérité sur la guerre entre la Russie et l' Ukraine comme une évidence, tandis que les Européens — ou les dirigeants européens — continuent de s'y opposer farouchement, malgré le fait que c'est évident, et que cela l'était déjà pour des gens comme toi et moi, John Mearsheimer, Scott Ritter, Doug Macgregor et Daniel Davis, que cette guerre était perdue il y a deux ans, et qu'elle l'est encore davantage aujourd'hui. Donc non, je ne pense pas que les Européens aient encore compris cela. Lorsqu'ils le feront, ils seront confrontés à une situation très désagréable : soit reconnaître leurs erreurs et dire « Nous nous sommes trompés, et nous devons réfléchir à la manière dont nous allons avancer en tant qu'Européens », soit tenter de s'entêter et d'espérer — ce qu'ils font jusqu'à présent.

#Glenn

Oui, je pense que c'est aussi un problème lié à l'idéologie, car l'idéologie a certains objectifs positifs. Elle crée une forme de conformité autour de vérités communes partagées — des idées auxquelles nous adhérons tous. Mais le problème de l'idéologie, c'est que lorsque la réalité change sur le terrain, il y a souvent moins de flexibilité pour s'adapter à ces nouvelles réalités. Et c'est regrettable pour nous, car l'ouverture a été l'une des forces de la civilisation occidentale. C'est-à-dire que l'on reste ouvert, on reconnaît la situation telle qu'elle est, on est capable de voir les erreurs, de les corriger et de s'éloigner de la position précédente, plus faible. Mais on a l'impression que nous nous sommes vraiment enfermés dans ce schéma.

Comme vous l'avez dit, dès qu'une preuve apparaît qui contredit cela, l'hypothèse principale est qu'il s'agit d'une attaque — non seulement contre notre pays, non seulement contre le récit, mais contre toute notre réalité et ce que nous sommes, la manière dont nous nous percevons dans le monde. Surtout pour l'Union européenne, ils se voient presque comme investis d'une fonction divine : celle de faire passer le monde chaotique du passé vers un nouvel ordre libéral et démocratique. C'est ainsi qu'ils définissent leur politique étrangère — « Nous allons changer le monde, le rendre plus libéral et démocratique, en somme le réinventer à notre image. » Pour eux, changer de cap est donc très difficile, car cela impliquerait de modifier leur identité, le fondement de leur politique commune et tout leur ensemble de vérités partagées. C'est beaucoup demander. Je comprends donc pourquoi ils sont si obstinés — mais oui.

#Steven Jermy

Je pense que ce qu'ils ont peut-être manqué, c'est qu'ils mènent désormais une guerre sur deux fronts, Glenn. Ils mènent une guerre contre — eh bien, eux et l'OTAN, dans la guerre OTAN-Ukraine — mais ils mènent aussi maintenant une guerre avec les Américains. Parce que, explicitement, et il

ne s'agit pas ici des nations européennes mais plutôt de l'Union européenne et d'autres organisations transnationales, les Américains s'opposent directement à ces organisations dans ce document. Ce qu' ils disent en réalité, c'est qu'ils estiment que l'un des principaux problèmes en Europe réside dans ces institutions. Et je soupçonne que ce message trouvera un écho assez favorable auprès d'une grande partie de la population européenne.

Une grande partie ne le pensera pas, mais j'imagine qu'une part importante de la population européenne le fera. Je veux dire, lorsque la Grande-Bretagne est sortie de l'Europe — j'ai voté pour le Brexit, et je l'ai fait pour des raisons structurelles, parce que je voyais que cela risquait d'être insoutenable à moyen ou long terme. Je pensais qu'on ne pouvait pas avoir un super-État européen sans un contrôle total de la politique budgétaire et monétaire, et que cela était impossible sans une organisation unique aux commandes. La deuxième chose que je ressentais, c'est que l'euro risquait lui aussi d'être insoutenable.

Et si l'on regarde l'euro aujourd'hui, ce qu'on appelle les déséquilibres Target 2 entre les nations du Nord — les nations les plus riches — et celles du Sud, il me semble que les dettes en jeu sont impossibles à réparer. Il m'a donc semblé que dès que la situation commencerait à subir une pression économique, et que l'Allemagne commencerait à manquer d'argent — l'Allemagne étant le principal banquier — alors les Allemands commenceraient à penser que cela ne valait plus la peine de rester dans l'Union européenne. Et ensuite, plusieurs autres nations verraient que, s'il n'y avait plus de valeur en termes d'investissement de la part des nations du Nord, qui se retireraient, elles aussi commenceraient à remettre en question l'utilité de l'Union européenne.

Je pense donc que l'Union européenne est aujourd'hui dans une situation très difficile, et je ne vois pas comment elle pourrait s'en sortir. Une grande partie de cette situation est, franchement, auto-infligée. Je veux dire que les politiques menées dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'ont fait qu'aggraver les choses, dans la mesure où l'Union a défendu des sanctions sur l'énergie qui, en tant que professionnel du secteur énergétique, étaient toujours susceptibles de se retourner contre elle. Elles causent bien plus de tort à l'Europe qu'à la Russie. Et pourtant, tout le monde semble attendre de voir si la Russie finira par s'effondrer. Nous en sommes donc à la dix-neuvième série de sanctions. À mon avis, tôt ou tard, les Allemands vont commencer à se demander jusqu'à quel point ils veulent continuer à payer pour l'Union européenne — et il en ira de même pour les autres pays contributeurs nets, comme les Pays-Bas, et ainsi de suite.

Et à ce stade, l'utilité commencera à être remise en question. Je pense qu'il y a aussi une question ouverte concernant l'OTAN, mais nous pourrons peut-être y revenir dans un instant. Il est temps que l'Union européenne commence réellement à se dire : nous menons une guerre que les Russes considèrent comme existentielle, alors que nous savons qu'elle ne l'est pas. D'un côté, nous affrontons les Russes, mais nous avons désormais aussi des adversaires politiques de l'autre côté de l'Atlantique. Et bien que les néoconservateurs et le camp du « Make America Great Again » — les différentes composantes du spectre politique américain — puissent être en désaccord sur la manière de gérer la guerre entre la Russie et l'Ukraine, je soupçonne qu'ils sont tous parfaitement d'accord

sur l'Union européenne. L'Union européenne est désormais dans la ligne de mire de l'Amérique, et elle n'est pas non plus dans la meilleure posture dans sa relation avec la Russie.

#Glenn

Oui, je pense que c'est pour cela que cette manière de présenter leur vision de l'Union européenne est importante — parce qu'ils utilisent l'expression « effacement civilisationnel », suggérant que la civilisation européenne est en train de se détruire elle-même. Ils évoquent l'économie, la démographie, l'incapacité à reproduire la culture. Ils passent donc en revue, plus ou moins, toute la liste des indicateurs d'une civilisation mourante, et ils en font porter la responsabilité à l'Union européenne. C'est assez significatif, car il ne s'agit plus simplement de reconnaître que l'UE pourrait être un concurrent ou avoir des politiques malheureuses, mais plutôt de défendre l'idée qu'il faut sauver la civilisation européenne — ce qui, selon eux, signifie se débarrasser de l'UE. Et comme tu l' as dit, l'UE est dans la ligne de mire des États-Unis, et ils ont construit une sorte d'argument vertueux autour de cela : nous allons sauver l'Europe en nous débarrassant de cette institution.

Je suis très heureux de passer à l'OTAN, comme vous l'avez suggéré, car l'un des chercheurs que j' apprécie particulièrement est David Mitrany, un Britannique qui a écrit dans les années 1960 sur l' Union européenne. La raison pour laquelle je le cite souvent, c'est qu'il a toujours opposé le fonctionnalisme et le fédéralisme. Il expliquait qu'il existe deux voies vers l'intégration. Et il disait que, si l'on adopte le fonctionnalisme, on examine les domaines où il est logique de s'intégrer — en matière de sécurité, de gouvernance ou d'économie — et, là où cela a du sens, on s'intègre. En d' autres termes, la fonction de l'intégration doit déterminer la forme qu'elle prendra au final. Mais il ajoutait que ce qui est dangereux sur le continent européen, parmi ses homologues continentaux, c' est que beaucoup d'entre eux, en particulier les Allemands, avaient un modèle fédéraliste — ils avaient déjà décidé de la forme.

Nous allons nous centraliser pour former les États-Unis d'Europe. Et pour y parvenir, nous allons simplement transférer des compétences et centraliser le pouvoir partout où cela est possible. En d' autres termes, la forme est déjà décidée, et ce sont les fonctions qui s'y adapteront ensuite. À partir de là, il a fait remarquer que nous n'allions pas devenir les États-Unis d'Europe, mais que nous ressemblerions plutôt à l'Union soviétique une fois tout cela terminé. Ce sera une économie moins compétitive, une démocratie affaiblie, une sécurité dégradée. Et, vous savez, j'aime cette analyse — non pas parce que ce sont des choses souhaitables, mais parce qu'elle est assez juste pour comprendre ce qui s'est passé aujourd'hui, soixante ans plus tard. Mais si je veux relier cela à l' OTAN, c'est parce que j'ai l'impression que c'est le même type de problème qui s'y pose aussi.

Je veux dire, au moment de sa création, elle avait un objectif clair : comment contenir l'Union soviétique ? C'était la forme idéale — formidable, cela fonctionnait à l'époque. Mais après la guerre froide, nous sommes devenus obsédés par le maintien de la forme. Les États-Unis resteraient sur notre continent pour toujours. Alors nous nous sommes demandé ouvertement : comment pouvons-nous conserver la forme ? Eh bien, il faudrait commencer à s'étendre, ou aller « hors zone ». Tout

cela est devenu de nouvelles raisons d'exister. Nous avions besoin de la forme, alors nous avons cherché d'autres fonctions qui nous permettraient de la garder. Et puis, bien sûr, les choses ont commencé à très mal tourner, très vite, je pense. Mais non, j'aimerais entendre ce que vous pensez que cette stratégie de sécurité fera à l'OTAN, parce que cela ne semble pas très prometteur jusqu'à présent — enfin, si vous aimez l'OTAN, bien sûr.

#Steven Jermy

Et je suis tout à fait d'accord. J'ai servi au sein de formations de l'OTAN. Je crois avoir déjà mentionné que, lorsque j'étais dans la Force permanente de l'OTAN en Méditerranée, nous disions en plaisantant que l'OTAN servait surtout à organiser la noblesse. L'un des problèmes de l'OTAN, c' est qu'elle n'est pas la grande alliance que l'on prétend qu'elle est — et cela saute aux yeux. Mais, mais, mais je pense que vous avez tout à fait raison. J'aime beaucoup cette distinction entre la forme et la fonction, car je pense qu'elle est vraiment essentielle. Jusqu'à la fin de la guerre froide, elle était fonctionnelle, et tout cela marchait. Ceux d'entre nous qui y ont servi — j'étais fier d'y servir — savaient que c'était une structure puissante.

Mais, dans l'ensemble, les Américains ont fourni non seulement l'épine dorsale de l'organisation sur le plan militaire, mais aussi le cadre de son commandement et de sa mise en œuvre, car il s'agissait d'un commandement unifié, avec deux adjoints : le Commandant suprême des forces alliées en Europe et le Commandant suprême des forces alliées de l'Atlantique. Et le système fonctionnait. Je me souviens d'exercices de l'OTAN où nous traversions l'Atlantique avec quatre groupes aéronavals américains avançant à grande vitesse, un ou deux porte-avions britanniques les précédant pour traquer les sous-marins, et tout cela se terminait dans le Vestfjord, probablement dans le nord de la Norvège, où ils étaient prêts à répondre à une attaque russe en Europe centrale. Mais, vous savez, la guerre froide a pris fin.

Et puis, comme vous l'avez dit, les gens ont commencé à chercher d'autres fonctions pour l'OTAN, au lieu de poser la question fondamentale : en avons-nous besoin ? Même à cette époque, de grands penseurs stratégiques comme George Kennan commençaient à remettre en question certaines des idées présentées — notamment l'expansionnisme de l'OTAN. Et bien sûr, l'expansion de l'OTAN, comme nous le savons maintenant — et comme beaucoup d'entre nous le savaient déjà — a été une erreur fondamentale. Elle a fait exactement ce que les Russes avaient prédit qu'elle ferait, ce qui a conduit à la guerre sur le continent européen. Mais je pense que lorsque vous regardez l'OTAN, vous voyez aussi d'autres choses. J'ai rédigé un article — je suis heureux de vous le laisser pour les téléspectateurs — mais il a été publié par Responsible Statecraft.

Et j'ai expliqué que l'OTAN, dans son état actuel, est faible. J'ai donné un peu d'histoire — l'OTAN a été en partie responsable au Kosovo, bien que l'intervention au Kosovo ait été très discutable, à mon avis. Même si j'en faisais partie et que je ne m'en rendais pas compte à l'époque, la logique que l' OTAN a utilisée pour intervenir au Kosovo est exactement la même, voire pire, que celle qu'ont utilisée les Russes pour intervenir dans le Donbass. On ne peut donc pas vraiment avoir le beurre et l'

argent du beurre. Et ensuite ? L'Afghanistan. J'étais en Afghanistan en 2007, avec l'OTAN sur place. Il n'y avait aucune stratégie, et il m'est apparu clairement à ce moment-là que l'OTAN ne savait pas faire de stratégie.

Mon frère était — enfin, je dis récemment, mais c'était il y a quelques années — encore en service au siège de l'OTAN, et il a été frappé par le nombre excessif d'officiers supérieurs. « Gonflé » serait le mot le plus juste pour le décrire. Dans l'article, j'ai expliqué que si l'Europe entrait un jour en guerre contre la Russie, nous perdrions. La clé pour réellement gagner une guerre contre la Russie serait une armée américaine, qui est de toute façon trop petite en ce moment — environ 427 000 hommes, je crois. Ensuite, il faudrait encore faire traverser l'Atlantique à cette armée.

Cela signifierait que nous aurions besoin de forces importantes de lutte anti-sous-marine et de guerre des mines. Elles ne représentent aujourd'hui qu'environ un tiers de leur taille d'autrefois. Troisièmement, lorsqu'ils arriveront ici, eux — ainsi que l'ensemble de notre infrastructure énergétique — seront vulnérables, sans aucune défense contre les missiles hypersoniques russes. Imaginez un missile hypersonique frappant un site comme une installation de gaz naturel liquéfié à Milford Haven, au Pays de Galles. Les conséquences d'un tel impact, que nous avions analysées en 2002, seraient inférieures à celles d'une explosion nucléaire, mais provoqueraient tout de même d' immenses dégâts à l'infrastructure britannique. Il en irait de même pour des lieux comme Rotterdam, et je ne me souviens plus lequel en Espagne — il y en a un autre…

#Steven Jermy

Les grands hydrocarbures — comment menez-vous alors la guerre ? Nous avons des forces à l'Ouest qui se retrouveraient face à une armée russe forte de trois ans et demi d'expérience, alors que nous n'en avons aucune. Je pense que nous serions décimés, si vous voulez mon avis honnête. Et enfin, mais non des moindres, l'OTAN ne sait pas faire de stratégie. J'ai expliqué qu'ils n'avaient pas su le faire en Afghanistan, et cette guerre a été perdue contre une bande disparate de talibans. Et nous avons de nouveau perdu, malgré le fait que nous sachions qu'il y a des généraux américains et britanniques, et probablement d'autres, à Ramstein, qui dirigent les opérations.

Donc, vous savez, tout cela me dit que l'OTAN a largement dépassé sa date de péremption. Je pense que la bonne approche consiste à commencer à réfléchir aux fonctions, comme vous le dites, plutôt qu'à la forme. Et je pense qu'un changement philosophique est nécessaire — un passage de ce que nous appelons la dissuasion. Notre approche de la dissuasion, c'est : « Dissuadons la Russie en marchant jusqu'à ses frontières. » Or, ce n'est pas de la dissuasion ; c'est en réalité de la confrontation. Et je pense que nous devons passer d'une idée de sécurité conflictuelle, dont nous savons qu'elle n'a pas fonctionné, à une sécurité coopérative.

Je ne sais donc pas quel est le bon mécanisme. Mais si je devais avoir un point de départ, je fermerais l'OTAN dès demain, même si les Américains ne le faisaient pas. Et je pense qu'il est probable qu'ils le feront. Je me tournerais vers l'OSCE. Ce n'est en aucun cas une organisation

parfaite, mais tout est dans le titre : coopération en Europe. Et j'aime bien cette expression, que vous connaissez sans doute mieux que moi — c'est celle de Gorbatchev, « une maison européenne commune ». Je pense qu'avancer réellement vers une sécurité coopérative à travers l'Europe, sur le continent européen, et recommencer à travailler avec la Russie, est la voie pour construire cette maison européenne commune.

#Glenn

Je pense que c'est le défi auquel les États-Unis devront faire face. Pendant la paix hégémonique, ils n'avaient pas à prendre en compte les préoccupations de sécurité de la Russie, car, par définition, la paix hégémonique signifie que l'on est si dominant que l'avis des Russes importe peu. Mais c'est justement pour cela que la situation actuelle est intéressante, si l'on regarde aussi du côté de l' Ukraine. Les Européens affirment essentiellement qu'une paix durable dépend d'une dissuasion puissante — quelque chose comme une armée de 800 000 hommes soutenue par les Européens, lourdement armée. Et ils pensent que cela garantira que la Russie n'osera plus jamais attaquer, qu'il n'y aura plus d'autre « opération militaire spéciale ».

Pendant ce temps, les Russes affirment qu'ils n'ont jamais eu d'intentions hostiles. Et si l'on demande s'il y aura une autre opération militaire spéciale, la réponse est : seulement si l'OTAN continue d'approfondir son implication en Ukraine — alors, il y en aura certainement une autre. Alors, qu'est-ce que la sécurité pour les Européens ? C'est que la dissuasion constitue une menace pour la sécurité des Russes, et c'est cela qui déclenchera une guerre. C'est tout le principe de la compétition sécuritaire, où il faut trouver un moyen de prendre en compte l'autre camp. Je ne pense pas que nous — eh bien, encore une fois, sous une paix hégémonique, nous n'avons jamais eu à prendre en compte la sécurité de l'autre camp.

Et c'est pourquoi je pense que toute la réflexion stratégique va devoir évoluer. Mais en ce qui concerne l'avenir de l'OTAN, croire que tout tourne autour de Trump est une erreur, car même Obama, en 2016, avait déjà dit qu'il fallait se réorienter vers l'Asie. Pourquoi ? Parce qu'un nouveau centre de pouvoir est en train d'émerger. Nos capacités sont limitées ; nous ne pouvons pas être partout. Cela impliquait donc qu'il faudrait aussi se retirer un peu d'Europe. Ce n'est pas uniquement la responsabilité de Trump. Mais si l'on pousse cette logique plus loin — si l'on reconnaît que la Chine est une nouvelle puissance — alors pourquoi vouloir élargir l'OTAN ? La stratégie de sécurité nationale indique clairement que nous ne devrions pas poursuivre cet élargissement de l'OTAN.

Eh bien, si vous élargissez l'OTAN, cela renforcerait l'engagement des États-Unis en Europe et intensifierait les tensions avec la Russie. Cela mobiliserait encore plus de ressources et pousserait les Russes à se rapprocher durablement de la Chine. L'Asie est en réalité l'endroit où se trouve le principal rival des États-Unis, donc rien de tout cela n'a vraiment de sens pour les intérêts nationaux américains. Je pense que c'est pour cette raison qu'il s'agit d'un changement très durable que nous

verrons au fil des années et des décennies à venir. Donc, penser que Trump n'aime tout simplement pas autant la démocratie ou la liberté que nous, et que c'est pour cela qu'il agit ainsi, je crois que c' est une erreur d'appréciation.

#Steven Jermy

Oui, non, je suis d'accord. Je soupçonne fortement — je ne sais pas, mais je soupçonne fortement — que du côté de l'OTAN, et aussi du côté européen plus large, une partie de ce document a été rédigée par Vance, qui en aurait été un auteur clé. Même il y a deux ou trois ans, avant l'élection, il faisait partie des rares — peut-être le seul — hommes politiques américains de haut niveau à plaider pour une approche beaucoup plus nuancée vis-à-vis de la Russie et à suggérer qu'il pouvait y avoir un problème avec la guerre. Il prononçait parfois des discours à la tribune, auxquels presque personne n'assistait, mais quand on les écoutait, ils révélaient une compréhension très fine de la situation — bien meilleure que celle des néoconservateurs. Je pense qu'il y a encore un débat, bien sûr, aux États-Unis, et je suis sûr que des néocons et des néolibéraux disent : « Eh bien, il faut simplement être un peu plus durs et directs avec la Russie, et leur mettre un peu plus de pression. »

Je pense cependant que, de plus en plus, les gens commenceront à voir, comme ce fut le cas pour le Vietnam, qu'en réalité ils ne pouvaient pas y parvenir, même s'ils l'avaient voulu. Ce que j'espère, c'est qu'avec le temps, nous verrons émerger un consensus croissant aux États-Unis à mesure que la défaite se dessinera. Et je pense aussi que nous verrons — je l'imagine — les Américains commencer à dire que les principaux éléments d'irritation dans cette affaire, les obstacles qui les empêchent de mettre fin à cette guerre et de rétablir une relation avec la Russie, ce sont les Européens, mais surtout les trois grands — ou, comme le juge Napolitano les a appelés, « les trois souris aveugles » — qui agissent en réalité d'une manière contraire aux intérêts nationaux vitaux de l'Amérique. Ce qui est, à mon sens, une très mauvaise façon de penser si l'on veut préserver l'Amérique et l'OTAN. C' est pervers.

Mais malheureusement, encore une fois, je pense que c'est un autre exemple de cette pensée sectaire. Je pense que ce qui va se passer, à mesure que l'année prochaine se déroulera et que les Russes passeront de ce que j'appellerais une guerre d'usure offensive à une phase d'expansion — commençant à sécuriser les territoires qu'ils estiment garantir leur sécurité, quoi que cela signifie —, alors je soupçonne que nous commencerons à voir une reconnaissance, un consensus croissant au sein de l'establishment politique américain, à gauche comme à droite. D'autant plus que, pourquoi voudraient-ils payer davantage ? Et si les Russes et les Européens ne peuvent pas se permettre de payer, à quoi bon essayer de nous vendre des armes s'ils savent que nous ne pouvons pas nous les permettre, sachant que nous les utiliserons simplement et que les Russes les détruiront ?

Je soupçonne donc que nous allons en réalité commencer à voir la guerre ne pas encore atteindre sa conclusion — car je pense qu'il reste encore un certain temps avant cela — mais entrer dans une phase où il sera impossible de l'ignorer. Et lorsque qu'il deviendra impossible d'ignorer que l'OTAN a été vaincue, que l'Ukraine a été vaincue et que l'Europe a été vaincue, alors je commencerai enfin à

espérer qu'il y aura peut-être un changement politique en Europe. Il est difficile de dire où cela pourrait se produire.

Mais je pense que ce qui deviendra évident, c'est que l'Europe doit repenser sa position — que l'Amérique a modifié sa vision de ses propres intérêts vitaux en matière de sécurité nationale. L'Europe n'est plus en tête, et se trouve probablement en troisième position sur la liste, si ce n'est moins. La contribution américaine à la sécurité européenne n'inclura pas de garanties de sécurité ; elle n'inclura pas l'article 3 ni l'article 5. En réalité, nous commençons donc à parler non pas de l'OTAN, mais de « l'OTAN Moins », c'est-à-dire une OTAN sans les Américains. L'OTAN Moins n'est pas une organisation puissante, et j'espère simplement que cela encouragera une période de meilleure réflexion et de pensée stratégique.

Et donc, espérons que nous pourrons au moins commencer à débattre de cette question en Europe — et que l'Europe n'essaiera pas de faire taire les gens, comme elle l'a fait, tu sais, avec Jacques Baud, dont toi et moi sommes tous deux de grands amis, et qui a été réduit au silence simplement parce qu'il dit, autant que je puisse en juger, la vérité — une vérité très bien étayée. Mais comme cela va à l'encontre de l'idéologie et du récit dominant, il a été muselé. D'une certaine manière, ils démontrent que les Américains ont raison lorsqu'ils affirment que la démocratie et la liberté d'expression sont réprimées en Europe, puisque les Européens viennent justement de le prouver en réduisant Jacques Baud au silence. Mais gardons espoir. Je ne sais pas trop à quoi cela ressemblera, mais je pense que la situation va être assez chaotique politiquement au cours de l'année à venir, et peut-être pendant deux ans.

#Glenn

Encore une fois, c'est un colonel de l'armée suisse qui travaille pour l'OTAN. Et je pense qu'il entrera dans les livres d'histoire non seulement pour avoir été du bon côté de l'histoire, mais aussi pour avoir montré que l'UE a commis une erreur monumentale. Bien sûr, c'est le symptôme d'un problème plus large. Permettez-moi toutefois de poser une dernière question. Où voyez-vous la possibilité d'un conflit entre l'UE et les États-Unis ? Parce que vous mentionnez ces « trois souris aveugles » — le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne — qui agissent désormais en opposition directe aux intérêts nationaux américains. Mais on voit aussi, dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis, qu'il est question de cultiver l'opposition en Europe, ce qui ressemble un peu à ce que nous avons fait dans le monde entier avec les Américains — c'est-à-dire une forme de changement de régime. Mais il y a aussi ce rapport américain divulgué qui indique que les États-Unis envisagent différents alliés MAGA — à savoir l'Autriche, la Hongrie, l'Italie et la Pologne — qui devraient être retirés de l'UE. Il y a donc presque un plan de bataille en place pour « sauver la civilisation européenne », si l'on peut dire, en démantelant l'UE. Nous voyons donc déjà non seulement la rhétorique, mais aussi les intentions et les actions s'opposer les unes aux autres.

Penses-tu—eh bien, pas un conflit armé—mais où vois-tu le conflit entre les États-Unis et l'Union européenne aller ? Parce que, tu sais, je repense toujours à ce moment où les Britanniques ont

quitté l'UE, et à ce dicton qu'ils avaient : « il vaut mieux être de bons voisins que dans un mauvais mariage ». Prenons un peu de distance, car les États-Unis et l'UE ont aussi des intérêts qui se recoupent. Leur coopération serait bénéfique, mais je pense qu'il faut redéfinir la relation—trouver une nouvelle forme—car si nous gardons la même, c'est cela qui provoquera beaucoup de conflits. Mais encore une fois, j'ai très peu de raisons d'être optimiste ces temps-ci quant à la volonté de développer ces idées et de redéfinir la relation entre les États-Unis et l'UE. Donc, pour faire court : où vois-tu le conflit entre les États-Unis et l'Union européenne aller ?

#Steven Jermy

C'est une très bonne question. Je pense que si j'étais en Amérique, la façon dont je réfléchirais à cela — si je voulais bien faire les choses — serait de me dire que je doute que nous ayons des agents de la CIA agissant contre l'Union européenne, même si ce n'est pas impossible. Ce n'est pas impossible s'ils estiment que l'UE agit contre leurs intérêts de sécurité nationale. Ce que je pense être plus probable, et surtout plus pragmatique, c'est que les Américains apporteront leur soutien à ceux qu'ils jugent prêts à agir dans l'intérêt national vital des États-Unis, et qu'ils veilleront à ce qu' aucun soutien ne soit accordé à quiconque ne l'est pas. Mais j'aimerais aussi espérer qu'il existe une autre ligne de réflexion au sein de l'UE, où certains commencent à se demander : voulons-nous vraiment agir contre les intérêts nationaux vitaux de l'Amérique ? Et, de plus, est-ce dans notre propre intérêt national de le faire ? La réponse est sûrement non.

La réponse est sûrement non, car nous entretenons depuis longtemps des relations solides avec les États-Unis, qui remontent à plusieurs décennies — la majeure partie du siècle dernier. Et oui, nous partageons de nombreuses valeurs. Donc, pour moi, il y a une dimension fondée sur les valeurs, mais aussi une dimension économique. En ce moment, il n'est pas dans notre intérêt national de nous contraindre, par le biais de sanctions, à supporter certains des prix de l'énergie les plus élevés au monde. Nous sommes d'importants importateurs nets d'hydrocarbures — je pense que nous sommes la plus grande région du monde — et nous nous imposons à nous-mêmes certains des prix les plus élevés pour ces hydrocarbures. Je travaille dans le secteur de l'énergie en mer, et je peux vous dire que l'un des principaux facteurs de la hausse des prix a été un régime de sanctions qui a remplacé le GNL russe par du GNL américain, deux fois plus cher.

Et cela signifie également que nous n'avons que deux sources évidentes de GNL dans le monde. La première, ce sont les États-Unis, et la seconde, le Qatar. Et si les États-Unis décident que la situation est un peu tendue — qu'ils rencontrent quelques difficultés pour des raisons énergétiques et de domination énergétique — ne pensez pas une seule seconde qu'ils continueront à exporter du GNL vers l'Europe en se privant eux-mêmes. Ils ne le feront pas. Nous devons donc être extrêmement prudents et réfléchir très, très attentivement à nos approvisionnements énergétiques. Non seulement en raison du rôle central de l'énergie elle-même, mais aussi de son importance pour l' industrie. Sur le plan économique, la situation n'est pas très brillante dans l'UE en ce moment. Je ne peux pas parler pour les autres pays de l'Union, mais nous en sommes à notre deuxième mois de croissance négative — 0,1 % pendant deux mois.

Je soupçonne que cela va se déployer dans toute l'Europe. Je pense que l'Allemagne est déjà en récession. Il y a donc de bonnes raisons de commencer à réfléchir à cette relation d'une manière très différente. La question fondamentale que les Européens doivent se poser n'est pas de savoir comment l'UE fonctionne avec l'Amérique, mais si l'UE est le bon instrument pour cette relation. Les Américains pensent clairement que ce n'est pas le cas. Et nous devrions envisager si nous avons besoin d'une autre forme — une sorte d'« UE moins » — qui serait peut-être plus facile à comprendre et à gérer pour les Américains, et qui pourrait aussi mieux correspondre à l'évolution de certains partis politiques européens.

Si l'on regarde les réformes dans ce pays, l'AfD en Allemagne et le Rassemblement national en France, tous observent l'Union européenne avec méfiance. Je pense qu'il y a une vraie question ouverte sur ce à quoi l'UE devrait ressembler. Mon expérience est bien plus du côté de l'OTAN, et j'ai une vision beaucoup plus claire à ce sujet. Mais si l'UE n'évolue pas, je pense qu'elle est condamnée. Je crois que Charles Darwin a dit que les espèces qui survivent le mieux ne sont ni les plus intelligentes ni les plus puissantes, mais celles qui savent s'adapter. Et si l'UE ne parvient pas à s' adapter à ce nouveau contexte en mutation, alors je pense que son temps est compté.

#Glenn

Je pense qu'il est très important de s'adapter aux intérêts vitaux des autres grandes puissances. C' est quelque chose que je cite souvent de Kissinger, qui le disait déjà en 2014, lorsqu'il parlait des Russes. Si nous reconnaissons que les Russes sont une grande puissance, alors la première chose à faire est de définir leurs intérêts vitaux et de voir dans quelle mesure nous pouvons vivre avec ceux-ci. Si c'est possible, le reste peut s'arranger — on peut trouver des solutions. Mais je pense qu'il faut désormais faire la même chose avec les États-Unis. C'est toujours étrange avec les Européens : soit nous sommes entièrement du côté des États-Unis, dans une subordination totale, soit nous sommes farouchement contre eux, avec de forts sentiments anti-américains.

Je pense que c'est pour cela qu'un peu de distance n'est peut-être pas une mauvaise chose, car il devrait exister un juste milieu quelque part. J'ai parlé à certains Américains très bien connectés, proches du gouvernement des États-Unis, et ils me disent : eh bien, quelle sera la relation avec l' Europe à mesure que les États-Unis s'engagent dans ce monde multipolaire, où ils doivent donner la priorité à d'autres régions ? Quel est alors l'intérêt pour l'Europe ? Et on distingue en quelque sorte deux modèles différents. Le premier consiste à extraire certaines industries, comme ils le font actuellement avec l'Allemagne — trouver une manière de presque verser un tribut. Le second modèle dit au contraire que les Européens devraient conserver leurs propres industries et leur force.

Cependant, ils devraient constituer le bloc économique exclusif des États-Unis. Mais dans ce cas, il faudrait se déconnecter de la Chine, de la Russie et d'autres rivaux des États-Unis. Cela rendrait l' Union européenne beaucoup moins prospère et bien plus dépendante des États-Unis. Donc, ce n'est pas comme si… il semble que les deux parties aient un intérêt profond à trouver une autre forme de

relation, étant donné que le monde a tellement changé. Oui. Mais non, j'aimerais que ce genre de discussion émerge au Parlement européen, vous savez, au lieu de simplement se battre la poitrine, d' appeler à la guerre et de nous parler de toutes leurs merveilleuses valeurs. Je pense que c'est un sujet qui devrait vraiment être abordé.

#Steven Jermy

Je ne pourrais pas être plus d'accord. J'ai souvent pensé que la vassalisation à l'Amérique allait à l' encontre des intérêts nationaux des Européens. Nous avons fait des choses que nous n'aurions probablement pas faites autrement. Et je pense que les meilleurs amis sont ceux qui peuvent vous dire quelque chose qui ne vous plaît pas forcément — au moins, vous savez à quoi vous en tenir. Il aurait été bien mieux, par exemple, que le Royaume-Uni ne participe pas à la guerre en Irak. Je pense que cela a été une erreur majeure. On dit souvent que les deux personnes qui auraient pu empêcher cette guerre étaient Tony Blair et Colin Powell. Et je pense que si Tony Blair ne s'était pas simplement aligné sur ce que George Bush voulait, les choses ne se seraient peut-être pas déroulées de la même manière.

Mais le point que je veux souligner ne concerne pas cette guerre, mais le fait d'avoir une relation où l' on peut dire : « Eh bien, oui, nous comprenons que vous vouliez faire cela, mais en réalité, ce n'est pas dans notre intérêt national. » Un très bon exemple, c'était le Vietnam. Je crois que les Australiens ont rejoint les Américains au Vietnam, mais je ne pense pas qu'aucun Européen ne l'ait fait, même si les Américains nous y ont poussés. Nous ne pensions tout simplement pas que cela servait notre intérêt national. Et je pense qu'il est grand temps que les Européens commencent à retrouver un peu de confiance en eux, car on ne peut pas être sûr de soi si l'on fait simplement tout ce que l'Amérique veut. Nous devons être prêts à agir selon notre propre intérêt national et à définir nous-mêmes ces intérêts.

Par le passé, nous avons affirmé qu'il était dans notre intérêt national vital de maintenir l'Amérique au sein de l'OTAN. Eh bien, espérons que non, car l'Amérique quitte l'OTAN — c'est évident. Je n'ai jamais pensé que cela relevait de notre intérêt national vital. Je pense donc qu'il est temps d' examiner nos propres intérêts nationaux vitaux. Ils ne seront pas identiques d'un pays à l'autre, mais nous devrions les envisager non seulement sous l'angle de la sécurité, mais aussi sous celui de l' économie, comme vous l'avez suggéré, puis déterminer quels types de relations au sein de l'Europe pourraient le mieux servir ces intérêts nationaux, et quels types de relations avec les Américains pourraient également les soutenir.

Parce qu'aucun des modèles que vous avez décrits venant d'Amérique — des partenaires du côté américain de l'Atlantique — ne me paraît particulièrement séduisant. Et je pense que nous devrions être prêts à réellement prendre soin de nous-mêmes et à réfléchir à nos relations avec la Russie et la Chine. Nous semblons être férocement anti-russes ici en Europe en ce moment, et un peu moins

férocement, mais tout de même anti-chinois. Voyons comment nous pourrions entretenir de meilleures relations avec ces deux grandes puissances. On dit souvent qu'il est difficile d'avoir une relation avec la Chine et la Russie parce qu'elles sont autoritaires.

Eh bien, pourquoi, dans ce cas, entretenons-nous des relations étroites avec des partenaires du Golfe qui sont tout aussi, voire plus, autoritaires ? Vous savez, c'est hypocrite. Je ne dis pas que ces relations seraient faciles, mais il vaut bien mieux avoir des relations où nous parlons aux gens, où nous comprenons au moins leurs situations, et où nous faisons preuve de beaucoup plus de pragmatisme et de moins d'interventionnisme — moins enclins, comme les Européens le sont souvent, à imposer nos valeurs aux autres. Donc je pense qu'il est temps d'adopter — je ne sais pas comment John Mearsheimer appellerait cela — mais peut-être que je l'appellerais « réalisme pragmatique » dans ces relations. Et c'est peut-être là le meilleur terrain pour que les Européens réfléchissent à la coopération dans notre cœur européen commun.

#Glenn

Je suis d'accord. Et je pense que c'est pour cela que, lorsqu'il y a toute cette pression pour être toujours aussi étroitement alliés, nous finissons par être contraints d'adopter les mêmes politiques — la même politique économique, la même politique étrangère. C'est ce qui nous empêche de réellement poursuivre nos intérêts nationaux fondamentaux, car nous n'avons pas tous les mêmes intérêts. Dans un monde multipolaire, ces intérêts divergeront encore davantage. Donc cette tentative de forcer tout le monde à marcher au pas en permanence, comme vous l'avez dit, a conduit les Européens à prendre des décisions très imprudentes qui n'étaient pas dans notre intérêt — et maintenant, cela se retourne contre nous, je suppose. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup. Avez-vous une dernière réflexion ?

#Steven Jermy

Non, c'a encore été un vrai plaisir, Glenn. Et permettez-moi de dire à vos auditeurs que je trouve toujours ce podcast excellent. J'ai beaucoup apprécié plusieurs de vos récents épisodes, en particulier celui avec Ray McGovern. Il est toujours très, très intéressant et perspicace. Et je pense que pour vos auditeurs — certainement dans mon pays — s'ils s'intéressent à ce que nous disons, qu' ils fassent passer le mot. Il y a une vraie demande, et je lis les commentaires : ce qui est clair, c'est que les gens en ont assez du manque d'analyse intelligente, voire de débat, dans les médias traditionnels. Il faut en sortir. Nous le ferons, car la défaite obligera les médias traditionnels à en sortir. Mais plus vite nous pourrons nous libérer de cette pensée fermée et idéologique que vous avez décrite, et plus vite nous pourrons engager un débat intelligent — entamer de vraies discussions dans nos sociétés sur les questions dont nous avons parlé aujourd'hui — mieux ce sera.

#Glenn

Et je souligne toujours que peut-être que j’ai tort, peut-être que je me trompe. Bien sûr, je n’ai pas toujours raison. Mais encore une fois, on n’a pas besoin d’avoir raison tout le temps — il devrait au moins y avoir une discussion. Le fait qu’il n’y ait pas de discussion sur ces changements considérables, je pense que c’est préoccupant, très préoccupant. Alors merci encore.

#Steven Jermy

Merci, Glenn. Merci pour tout ce que tu fais.